



L'attractivité de la Suisse souffre plus «de satiété» que d'un «faux pas majeur»

ÉTUDE. Les atouts qui incitent les multinationales à s'installer ou à rester en terres helvétiques connaissent une lente érosion. Les places concurrentes, elles, étoffent leurs arguments pour séduire.

Le risque le plus immédiat pour la compétitivité de la Suisse est une forme de complaisance, caractérisée par une sous-estimation de l'évolution rapide de la concurrence internationale. C'est ce qui ressort d'une étude publiée au début du mois par le cabinet de conseil McKinsey en collaboration avec la Chambre de commerce suisse-américaine.

Selon le CEO de cette dernière, **Rahul Sahgal**, le problème semble résider dans la situation de

satiété, un manque de faim qui fait que nous ne nous préoccupons plus assez de ce qui fait la prospérité du pays,

plutôt qu'un faux pas majeur dans un domaine politique spécifique».

Quasiment absentes de la première étude portant sur la période 2014-2019, «les infrastructures ont clairement été mentionnées (ndlr: par près de deux CEO sondés sur trois) comme un problème: l'énergie, mais aussi le logement et la mobilité», a signalé le Zurichois en téléconférence.

Concurrence asiatique

et américaine

La Suisse est perçue comme «plus vulnérable, en matière de défense et, plus généralement, face aux risques géopolitiques, à la pénurie énergétique et aux cyberattaques». Elle doit s'attendre dans le futur à des coûts importants pour avoir négligé les dépenses dans ces domaines pendant plusieurs années.

Associé senior en charge des industries chimique et agricole chez McKinsey, **Alexander Klei** fait valoir de son

côté que les investissements actuels sont «le fruit de décisions prises de trois à sept ans auparavant, et durant cette période, d'autres emplacements, notamment en Asie et aux Etats-Unis, sont devenus significativement plus attrayants aux yeux des dirigeants de multinationales». Des propos qui font écho à ceux de Rahul Sahgal, lorsqu'il affirme que la bonne santé économique du pays est «clairement la résultante de décisions antérieures» et que

les effets des choix effectués aujourd'hui ne seront sans doute pas perceptibles avant plusieurs années.

Pour Alexander Klei, une des menaces les plus concrètes concerne le système de formation duale «incroyablement robuste [...] mais [qui] se retrouve aujourd'hui soumis à des pressions budgétaires à court terme», alors que du fait de ses coûts élevés, le pays est «condamné à se différencier par l'innovation, dans des domaines comme les sciences de la vie, l'ingénierie, les mathématiques et la physique».

Attractivité fiscale, mais pas seulement

La plupart de la soixantaine d'entreprises sondées dans le cadre de l'étude se situent en région zurichoise, bâloise,

lémanique ou en Suisse centrale, «avec quelques rares exceptions à Neuchâtel, aux Grisons ou en Suisse orientale, pour des raisons historiques ou parce que ces régions sont fiscalement attractives», relève Rahul Sahgal.

Outre l'effet «réseau» (biotech à Bâle et à Lausanne, robotique et fintech à Zurich) et les infrastructures, le climat des affaires («ease of doing business») est l'un des thèmes qui est ressorti en comparaison intercantonale, fait remarquer Alexander Klei.

A titre d'exemple, il cite la Suisse centrale, où nombre d'entreprises ont signalé que

«la disposition des autorités locales à les soutenir dans leurs démarches et à les aider à résoudre des problèmes était un critère plus important que le seul taux d'imposition».

Le marché du travail helvétique reste un avantage concurrentiel, en raison notamment de sa flexibilité, mais les entreprises ont de plus en plus de mal à renforcer leurs équipes au-delà du seuil initial, constatent les auteurs de l'étude. L'embauche de certains spécialistes peut prendre entre 9 et 12 mois, et l'obtention de permis de travail pour les profils non-européens reste aléatoire.

Cela explique que nombre d'entreprises soient disposées à baser en Suisse leurs activités de recherche et développement (R&D), mais s'intéressent davantage à des emplacements à l'étranger permettant des processus d'embauche plus rapides, notamment lorsqu'il s'agit de passer à l'échelle industrielle. ■



«une certaine

Alain Bucher